

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Programme Personnalisé d'Accompagnement à
l'Insertion Professionnelle (PPAIP) pour les
établissements pénitentiaires et les Services
Pénitentiaires d'Insertion et de Probation de la
Direction interrégionale des services pénitentiaires
du Grand Est**

Marché n°25DISP67DBF29

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES (CCTP)**

*Code de la commande publique (CCP) adopté par l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre
2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018*

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE STRASBOURG
19 rue Eugène Delacroix
BP 16
67035 STRASBOURG CEDEX 2

Table des matières

I.	Objet du marché	3
1.	Objet	3
II.	Définitions	3
1.	Objectifs du PPAIP	3
2.	Acteurs en lien avec le PPAIP	4
3.	Public pris en charge	5
4.	Distinction milieu-ouvert / milieu-fermé.....	5
5.	Suivi individuel et / ou collectif.....	6
III.	Allotissement et quantités prévisionnelles	6
IV.	Exécution des prestations attendues.....	7
1.	Conditions préalables à la mise en place du PPAIP	7
2.	Mise en place du PPAIP.....	10
3.	Modalité de prise en charge et du plan d'accompagnement	11
V.	Suivi de l'exécution	14
1.	Suivi des PPSMJ.....	14
2.	Suivi avec l'entité bénéficiaire – reporting.....	16
3.	Bilan et évaluation	16
4.	Livrables	16

I. Objet du marché

1. Objet

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'un ensemble d'actions d'orientation professionnelle, de mobilisation et d'accompagnement des personnes placées sous-main de justice, dénommé Programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle (PPAIP) dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) du Grand Est. Le PPAIP se décline en un accompagnement individuel et collectif, aussi bien en milieu ouvert, qu'en milieu fermé.

II. Définitions

1. Objectifs du PPAIP

Le PPAIP répond à trois objectifs principaux :

- Accompagner les personnes dans l'élaboration d'un projet professionnel et acquérir des méthodes et outils favorisant sa mise en œuvre
- Accompagner les personnes dans la construction d'un parcours d'insertion professionnelle dans le cadre de la préparation d'un aménagement de peine ou d'une sortie
- Sécuriser et consolider les parcours d'insertion professionnelle des personnes afin que les efforts engagés pendant que ces personnes sont sous-main de justice se poursuivent après la rupture de ce lien.

Ce dispositif vise la construction d'un parcours de réinsertion ; il peut s'inscrire dans le cadre du parcours de l'exécution de peine (PEP) et dynamiser le parcours de détention pour une personne détenue prévenue ou condamnée, et ce, même à une longue peine.

Il peut aussi s'inscrire dans le cadre du projet de préparation à la sortie et sécuriser le parcours dedans-dehors : commencer en détention pour se poursuivre à l'extérieur lorsque le parcours n'est pas terminé, ou encore être prescrit directement pour le milieu ouvert depuis la détention.

Les grandes orientations du PPAIP sont :

Prévenir la récidive par l'insertion professionnelle

Ce programme vise à sécuriser le parcours d'insertion socioprofessionnelle et concourt à la prévention de la récidive. Il s'agit d'un accompagnement personnalisé facilitant l'insertion et les perspectives de reconversion, de qualification et de professionnalisation, dans le but de réduire les risques de récidive dynamiques.

Lutter contre toute discrimination

Cette orientation vise à favoriser l'égalité des chances pour l'accès des personnes à la formation ou à l'emploi, en application de la loi du 16 novembre 2001.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les principes du service public : principe d'égalité de traitement et de non-discrimination, principe de confidentialité et de protection de la vie privée.

Le prestataire est tenu par les dispositions applicables aux personnes physiques et aux agents des personnes morales concourant au service public pénitentiaire (articles R 123-1 à R 123-5) du code pénitentiaire.

Le prestataire s'engage à respecter les termes de l'article D.445 du CPP (code de procédure pénale) portant sur le droit à l'image des personnes détenues, ainsi que celui de propriété intellectuelle (articles L 122-2 et L 122-3) dans le cadre du droit de représentation ou de reproduction des réalisations des personnes détenues.

Favoriser toutes les mesures d'individualisation des peines

Conformément au principe d'individualisation des peines affirmé par la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales, le titulaire doit placer la personnalisation de l'accompagnement au centre de son action et de la mise en œuvre du programme. Cette approche devra permettre à chaque bénéficiaire de trouver une réponse à ses propres besoins, potentialités et compétences.

2. Acteurs en lien avec le PPAIP

Les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) sont en charge du pilotage opérationnel du PPAIP et de sa mise en œuvre en lien avec les établissements pénitentiaires qui doivent s'assurer des conditions matérielles permettant la réalisation des prestations proposées.

Dans le cadre du suivi du dispositif, le SPIP et l'établissement organiseront régulièrement des temps d'échange avec les acteurs de l'insertion professionnelle, dont le titulaire du marché.

Le titulaire participe aux commissions locales d'insertion professionnelle organisées par l'administration pénitentiaire. Il peut être invité aux bilans des actions de formation en détention, dans le cadre des plans annuels de formation de la Région

De plus, le PPAIP s'inscrit dans un réseau partenarial élargi. Le titulaire s'engage à entretenir des relations partenariales et à communiquer régulièrement avec les différents acteurs de l'insertion intervenant aussi bien en milieu fermé qu'en milieu ouvert, et notamment :

L'administration pénitentiaire :

- La Direction interrégionale des services pénitentiaires du Grand Est,
- Le service pénitentiaire d'insertion et de probation,
- Les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP),
- La direction de l'établissement,
- Le référent local de la formation professionnelle,
- Le référent local du travail,
- Le service de l'emploi pénitentiaire, lorsqu'il est présent au sein de l'établissement.

Les partenaires locaux de l'insertion professionnelle :

- Les structures locales de l'insertion socioprofessionnelle (France Travail, Mission locale...),

- Les acteurs du service public régional de l'orientation (SPRO),
- Les acteurs économiques locaux,
- Les services de la région Grand Est en charge des questions de formation,
- Les unités locales d'enseignement (ULE - Éducation Nationale),
- Les organismes de formation intervenant dans le cadre du plan régional de formation,
- Les associations conventionnées par le SPIP sur des missions d'accompagnement global et/ou à l'insertion professionnelle.

3. Public pris en charge

Ce programme est mis en place pour les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la DISP Grand Est et les personnes placées sous main de justice (PPSMJ) suivies en milieu ouvert par les Services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) de la DISP Grand Est.

Pour pouvoir bénéficier d'une prestation prévue au programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle, la personne doit remplir les conditions suivantes :

- Être majeure, prévenue ou condamnée, suivie par le SPIP,
- Être volontaire pour s'inscrire dans un parcours d'insertion socioprofessionnelle, et avoir besoin d'être accompagnée pour identifier ou construire son projet professionnel et/ou de formation.

Si la prestation vise un projet d'insertion socioprofessionnelle extra-muros, le bénéficiaire devra être en situation régulière sur le territoire.

4. Distinction milieu-ouvert / milieu-fermé

En milieu fermé, le PPAIP doit permettre à une personne de construire ou consolider un projet d'insertion professionnelle et de disposer d'outils et de méthodes pour le mettre en œuvre.

Pour les courtes peines ou les personnes prévenues encourant une peine correctionnelle, le PPAIP peut être facilement prescrit. En effet, le dispositif est mobilisable dans un délai rapproché, la durée d'accompagnement est adaptable et peut se poursuivre à l'extérieur. De plus, il permet de préparer la sortie et de contribuer à sécuriser le passage de la PPSMJ du dedans vers le dehors. Le PPAIP doit ainsi permettre à la personne de travailler sur un parcours d'insertion intra / extra muros ou extra-muros même si la peine est très courte.

Pour les longues peines ou les personnes prévenues dans le cadre d'une procédure criminelle, ce dispositif peut permettre de donner du sens à la peine et de construire un parcours d'insertion intra-muros permettant de mobiliser les dispositifs d'insertion existant en détention de façon cohérente et coordonnée.

En milieu ouvert, le dispositif peut être prescrit pour les personnes sous suivi judiciaire. Il s'agit de les faire bénéficier d'un accompagnement à la définition d'un projet professionnel et vers les dispositifs de droit commun. Il peut être mobilisé dans le cadre d'un module pédagogique pour alimenter un parcours de travail d'intérêt général (TIG).

5. Suivi individuel et / ou collectif

Le PPAIP recouvre deux modalités d'accompagnement, aussi bien en milieu fermé qu'en milieu ouvert :

- Le PPAIP **individuel** : il s'agit d'un accompagnement entièrement individualisé pour une personne, en face à face avec un professionnel de l'insertion
- Le PPAIP **collectif** : il s'organise en ateliers en groupe, animés par un professionnel de l'insertion, visant à proposer des méthodes et outils pour faciliter la réalisation d'un projet professionnel.

III. Allotissement et quantités prévisionnelles

Le marché est composé de 10 lots correspondants aux 10 départements du ressort de la DISP Grand Est :

Lot	Département	Établissement
1	08 - Ardennes	Maison d'arrêt de Charleville-Mézières
		Pôle milieu ouvert Charleville-Mézières
2	10 - Aube	Centre de détention de Villenauxe-la-Grande
		Centre pénitentiaire de Troyes-Lavau
		Pôle milieu ouvert de Troyes
3	51 - Marne	Maison d'arrêt de Châlons
		Maison d'arrêt de Reims
		Pôle milieu ouvert Châlons-en-Champagne
		Pôle milieu ouvert Reims
4	52 - Haute-Marne	Maison d'arrêt de Chaumont
		Pôle milieu ouvert Chaumont
5	54 - Meurthe-et Moselle	Centre de détention de Toul
		Centre de détention d'Écrouves
		Centre de semi-liberté de Briey
		Centre de semi-liberté de Maxéville
		Maison d'arrêt de Nancy
		Pôle milieu ouvert Briey
		Pôle milieu ouvert Nancy
6	55 - Meuse	Centre de détention de Montmédy
		Centre de détention de Saint-Mihiel
		Maison d'arrêt de Bar-le-Duc
		Pôle milieu ouvert Bar-le-Duc
		Pôle milieu ouvert Saint-Mihiel
7	57 - Moselle	Centre pénitentiaire de Metz
		Maison d'arrêt de Sarreguemines
8	67 - Bas-Rhin	Centre de détention de Oermingen
		Centre de semi-liberté de Souffelweyersheim
		Maison d'arrêt de Strasbourg

9	68 - Haut-Rhin	Pôle milieu ouvert Saverne
		Pôle milieu ouvert Strasbourg
		Centre pénitentiaire de Mulhouse Lutterbach
		Maison centrale d'Ensisheim
		Pôle milieu ouvert Colmar
		Pôle milieu ouvert Mulhouse
		Structure d'accompagnement semi-ouvert de Colmar
10	88 - Vosges	Maison d'arrêt d'Épinal
		Pôle milieu ouvert Épinal
		Pôle milieu ouvert Saint-Dié

Le nombre d'heure **estimatif** par établissement est indiqué en annexe 8 – expression de besoin prévisionnel SPIP VD.

IV. Exécution des prestations attendues

Le titulaire devra intégrer les particularités du milieu carcéral : sécurité, organisation, absence d'accès à Internet, d'ordinateur et de téléphone et devra être en capacité de poursuivre l'action extra-muros, dans le cadre d'un suivi par le SPIP en milieu ouvert.

Le titulaire s'engage à concevoir, organiser et mettre en œuvre l'accompagnement de façon à garantir un haut niveau de qualité des services. Il doit être en mesure d'apporter une réelle plus-value à la personne détenue et à l'administration pénitentiaire.

1. Conditions préalables à la mise en place du PPAIP

a) Les moyens humains

Le titulaire doit disposer d'intervenants répondant aux exigences ci-dessous énoncées en matière de niveau de formation, d'expériences ainsi que de connaissances techniques et de l'environnement socio-économique professionnel local et partenarial en matière de formation et d'emploi, sur le territoire. À ce titre, le titulaire devra dédier une adresse de messagerie électronique nominative pour chacun de ses intervenants afin de communiquer avec le SPIP dans le cadre exclusif du présent programme.

Le titulaire devra intégrer les particularités du milieu carcéral : sécurité, organisation, absence d'accès à Internet, et de téléphone et devra être en capacité de poursuivre l'action extra-muros, dans le cadre d'un suivi par le SPIP en milieu ouvert. Sous réserve de l'accord du chef d'établissement, le prestataire sera autorisé à entrer dans l'établissement avec un ordinateur portable en mode hors ligne. L'ordinateur en détention est sous la surveillance permanente du prestataire (voir cahier des clauses de sécurité en annexe).

Les intervenants ne peuvent exercer en milieu pénitentiaire sans autorisation préalable. La demande d'accès, accompagnée d'une pièce d'identité, doit être faite au moins 15 jours calendaires avant le démarrage du dispositif auprès de l'établissement d'intervention. La demande de casier judiciaire est systématiquement consultée par l'administration pénitentiaire. Les intervenants se verront délivrer une autorisation d'accès à l'établissement

et remettre le Code de déontologie applicable à l'ensemble des agents et intervenants ainsi que le Guide des intervenants en milieu pénitentiaire.

Pour chaque lot, le titulaire garantit que les intervenants sont soit :

- Psychologue du travail inscrit au répertoire ADELI (Automatisation des Listes, ministère des affaires sociales). Pour rappel, seuls les psychologues sont habilités à interpréter les tests d'entrée en formation qualifiante.
- Conseiller en insertion professionnelle, titulaire d'un diplôme de niveau 5 de conseiller en insertion professionnelle ou justifiant de 5 ans minimum expérience dans l'animation de prestations d'orientation et/ou d'insertion socioprofessionnelle.

Dans le mémoire technique, il conviendra de joindre le curriculum vitae détaillé de chaque intervenant et de préciser sur quel site il sera potentiellement affecté.

Coordination et maintien des compétences

Le titulaire du marché présentera dans son offre les modalités suivantes :

- De coordination du marché (reporting, approche qualité, pilotage, suivi administratif, gestion des équipes, évaluation, ect.)
- De coordination des équipes (sous-traitant ou co-traitant inclus)
- Les modalités de développement des compétences des intervenants par des formations continues

Le titulaire indiquera dans sa réponse le mode de coordination pédagogique entre ses intervenants (sous-traitants inclus), les moyens mis en œuvre en matière de suivi administratif et financier et les moyens qu'il mettra en œuvre pour former, entretenir et développer le niveau de compétences de ses intervenants (sous-traitants inclus).

Il désignera un intervenant-coordonateur régional et départemental du dispositif dans chaque établissement afin de faire le lien avec le SPIP, la direction de l'établissement et la DISP Grand Est.

La coordination

A l'échelle régionale, le coordinateur en charge du lien entre le titulaire et la DISP, a notamment pour missions :

- De coordonner l'ensemble des actions
- De piloter les actions
- D'être garant du marché (communication et remontée DISP)
- Le reporting
- De maintenir une dynamique dans les équipes locales
- D'assurer la veille professionnelle
- D'animer des équipes
- D'assurer les communications auprès de la DISP et SPIP.

A l'échelle départementale, le coordinateur peut être le responsable du dispositif. Ce dernier sera l'interlocuteur privilégié du SPIP et de/des établissement(s) concerné(s). Il a notamment pour missions :

- Le maintien des liens locaux et de s'assurer de la communication entre les professionnels du PPAIP et les professionnels du SPIP;
- Le pilotage local
- L'animation des équipes
- La préparation du bilan annuel

Le maintien et l'actualisation des compétences

En réponse au marché, le candidat précisera dans son mémoire technique les moyens qu'il mettra en œuvre pour former, entretenir et développer le niveau de compétences de ses intervenants (sous-traitants inclus).

Les modalités de remplacement

Quel que soit le motif d'absence, une continuité du service doit être assurée. Ainsi, le titulaire prévoit les modalités de remplacement des différents intervenants et coordinateurs. En début de marché, le titulaire transmettra à la DISP et aux SPIP la liste des suppléants par site. Elle devra être actualisée et transmise à la DISP et au SPIP concernée en cas de changement.

Le remplacement doit être assuré dans les cas suivants :

- Absences prévues (congé annuel et autres), le suppléant interviendra sans délais.
- Dans le cas d'absences non prévues maladie, le suppléant interviendra dans un délai de 48h ouvrés maximum.

En cas de changement d'intervenant, le titulaire doit en informer la DISP, le SPIP et l'établissement sans délais. Le remplacement doit être assuré sous un délai de 15 jours ouvrables à compter du dernier jour de travail de l'intervenant. Tout changement de personnel pendant la durée du marché doit faire l'objet d'une validation préalable auprès de la DISP et plus particulièrement du référent interrégional de l'insertion professionnelle.

b) Les locaux

En milieu fermé, l'établissement pénitentiaire mettra à la disposition du titulaire une (ou plusieurs) salle(s) adaptée(s) à la bonne mise en œuvre du programme, aussi bien pour les entretiens individuels que collectifs. La liste des disponibilités en établissement fermés est disponible à l'annexe 7 – Disponibilité des locaux milieu fermé. Les téléphones portables, ordinateurs portables ne sont pas autorisés en détention. L'intervenant n'a ni accès à un ordinateur ni à un téléphone.

En milieu ouvert, le titulaire précisera dans sa réponse s'il dispose de lieux d'accueil pour chacun des départements concernés :

- Facilement accessible par transport en commun,
- Répondant aux normes d'accueil des établissements recevant du public,
- D'une capacité d'accueil de 6 personnes.

Ce lieu sera clairement identifié par le titulaire qui transmettra l'adresse et le n° de téléphone dans le mémoire technique.

2. Mise en place du PPAIP

L'orientation :

L'orientation vers le PPAIP peut émaner de la personne suivie, du SPIP, de l'équipe de direction de l'établissement, du Responsable Local de Formation Professionnelle (RLFP), du Responsable Local du Travail, de la Commission Pluridisciplinaire Unique (CPU), du Responsable Local d'Enseignement (RLE), des conseillers Pôle Emploi justice, des conseillers Missions locales, du psychologue du Parcours d'Exécution de Peine (PEP), d'un membre de l'équipe sanitaire, d'un formateur.

La prescription :

La prescription est de la seule compétence du SPIP et notamment du CPIP référent de la personne détenue et/ou de la personne suivie en milieu ouvert. Il est l'interlocuteur privilégié et permanent de l'intervenant. Un PPAIP ne peut commencer qu'après une prescription. Le titulaire n'est pas habilité à prescrire une entrée dans un programme personnalisé d'accompagnement à l'insertion professionnelle.

La prescription est formalisée par le CPIP de la manière suivante :

En milieu fermé : la prescription est formalisée par le CPIP qui complète la fiche prescription dans l'espace partenaire dédié de l'appliquatif IPRO 360°. A noter que l'appliquatif IPRO 360° permet la transmission de la prescription à un seul et uniquement intervenant. Ainsi, le titulaire veillera que chacun de ses intervenants est accès à IPRO 360°.

En milieu ouvert : dans l'attente du développement de cette option via IPRO 360°, la prescription est formalisée par le CPIP via la fiche prescription PPAIP en milieu ouvert. (**cf. annexe 2 : fiche de prescription PPAIP milieu ouvert**). Cette dernière sera transmis par le CPIP via la messagerie de l'intervenant pré-désigné.

Dans un délai de 5 jour ouvrable à compter de la réception de la prescription du SPIP, le titulaire a l'obligation de fixer un rendez-vous au bénéficiaire pour évaluer ses besoins individuels d'accompagnement et établir un programme adapté. **Dans le cas où la date de la rencontre ne peut être fixer dans les 15 jours, le titulaire doit en informer la direction du SPIP.** Ce premier entretien vise à coconstruire avec la personne un programme d'accompagnement adapté. À l'issue de l'entretien, le titulaire communique au CPIP référent le programme d'accompagnement proposé, le nombre d'heures ainsi que le calendrier prévisionnel des rendez-vous via l'appliquatif IPRO 360° ou par messagerie. Le programme d'accompagnement est décrit et justifié, il peut comporter des temps individuels et/ou collectifs.

Avant l'entretien, le titulaire consulte depuis l'appliquatif IPRO 360°, la synthèse du diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire, si elle est disponible (voir annexe 9_Modèle synthèse DIAG).

Dans ce cas, les éléments disponibles dans la synthèse constituent le point de départ des échanges entre le titulaire et la PPSMJ, afin d'établir le programme d'accompagnement (les éléments ainsi récoltés ne devront pas être redemandés à la PPSMJ).

Dans le cas où le dispositif de diagnostic socio-professionnel n'aurait pas été dispensé au bénéficiaire, le premier entretien permet également de recueillir les premiers éléments

nécessaires à l'établissement d'un programme d'accompagnement. Le programme d'accompagnement peut faire l'objet de modifications en cours de parcours soumises à validation par le SPIP.

La validation ou le refus du programme d'accompagnement :

Le CPIP valide ou refuse la proposition d'accompagnement proposé par le titulaire soit via IPRO 360° ou la messagerie. En cas de refus, le titulaire peut proposer un nouveau programme et le soumettre à la validation.

Le prestataire peut démarrer le programme qu'une fois validation par le CPIP référent.

Au cours du programme d'accompagnement, le prestataire peut soumettre au CPIP référent toute modification qu'il jugera utile d'apporter au programme. Les modifications sont soumises également à la validation du CPIP référent.

Suspension ou abandon du programme d'accompagnement :

Dans le cas de deux absences, consécutives ou non, le programme d'accompagnement est suspendu, et il ne pourra reprendre qu'après validation du CPIP. Dans le cas où le CPIP n'est pas favorable à une poursuite, le programme est considéré comme arrêté.

En cas de transfert le programme est clos. Dans le cas d'une libération en cours de parcours, l'accord du CPIP référent est obligatoire afin de poursuivre le programme en milieu ouvert sur le même département. En effet, si le bénéficiaire qui le département, il conviendra de mettre fin au parcours.

Dans tous les cas, le prestataire remettra au CPIP référent un bilan de fin de parcours anticipée.

Lorsque la PPSMJ suit une formation professionnelle et le PPAIP, ces deux actions ne pourront pas avoir lieu en même temps. De fait, le prestataire devra en tenir compte dans la programmation des rendez-vous.

3. Modalité de prise en charge et du plan d'accompagnement

Durée, rythme et contenu du programme d'accompagnement :

Les modalités d'accompagnement (durée, contenu...) sont définies au regard de la prescription du SPIP et des besoins du bénéficiaire selon deux modalités : le PPAIP individuel et le PPAIP collectif.

Toutefois, le programme d'accompagnement ne pourra dépasser 3 mois.

Pour le milieu fermé chaque établissement et SPIP préciseront les locaux, les jours et les horaires disponibles pour la mise en œuvre du programme.

Pour le milieu ouvert, le titulaire indiquera les locaux, les jours et les horaires disponibles pour la mise en œuvre du programme.

Pour rappel, à l'issue du premier entretien, le prestataire proposera **obligatoirement** un calendrier personnalisé et le transmettra au CPIP référent en même temps que la proposition d'accompagnement.

Toute modification du calendrier devra être communiquée au CPIP référent et au bénéficiaire dans un délai de 48 heures.

Les convocations :

Les convocations seront de la responsabilité du prestataire, il conviendra de convenir avec le SPIP des modalités au démarrage du marché, aussi bien pour les accompagnements individuels et collectifs que pour le milieu fermé que le milieu ouvert.

Le prestataire ne pourra planifier qu'un seul rendez-vous par heure. A titre dérogatoire, et selon les contraintes en détention, une convocation pourra être demandé pour 30 minutes, avec l'accord de la DISP et le SPIP.

En cas d'absence du bénéficiaire, l'intervenant informera dans un délai de 24h le CPIP référent aussi bien pour les entretiens individuels que les ateliers collectifs.

En cas d'absence à un rendez-vous individuel le bénéficiaire sera convoqué suivant le calendrier défini. Si le prestataire juge qu'il est nécessaire de reprogrammer cette séance avant le prochain rendez-vous programmée, il devra transmettre au CPIP référent le nouveau calendrier. Il est de même s'il souhaite reprogrammer la séance à un autre moment. Pour rappel, le programme d'accompagnement ne peut excéder 3 mois.

Le contenu de l'accompagnement :

L'accompagnement peut concilier des temps individuels et des temps collectifs.

Le titulaire veille tout particulièrement à la variété et à la qualité des outils pédagogiques, ainsi qu'à l'apport de ressources documentaires spécialisées, de manière à apporter à chacun des bénéficiaires des supports adéquats.

Les démarches inhérentes à l'accompagnement PPAIP telles que l'inscription du bénéficiaire dans un dispositifs d'insertion sont de la responsabilité du titulaire.

Les contacts avec l'ensemble des partenaires de l'insertion aussi bien interne à la pénitenciaire qu'externe doivent être réalisés par le titulaire.

Cet accompagnement fait l'objet d'une transmission régulière d'informations précises au CPIP référent.

Le titulaire précisera dans sa réponse les outils, les méthodes pédagogiques ainsi que les ressources documentaires envisagées. Il précisera sa capacité à réaliser les actions proposées ci-dessous.

Le PPAIP individuel :

Le PPAIP individuel constitue le cœur du dispositif. Il s'agit d'entretiens réguliers entre un professionnel de l'insertion professionnelle et une PPSMJ, en face-à-face, en présentiel, qui a pour objectif de définir un ou plusieurs projet(s) professionnel(s) et de coconstruire un plan d'action pour le(s) mettre en œuvre. Il doit également permettre une appropriation du projet

par la personne, une identification de ses contraintes et de ses avantages et des étapes à franchir pour le réaliser.

L'accompagnement individuel est constitué de plusieurs rencontres, fixées à intervalle régulier, et qui offrent à la personne une progression. Les heures réalisées en milieu fermé doivent être renseignées sur IPRO 360°.

Il peut durer de 3 heures minimum à 30 heures maximum, pendant trois mois consécutifs en fonction des besoins de la personne.

Les actions suivantes peuvent être proposées :

- Bilan de positionnement
- Bilan d'orientation
- Bilan de compétences
- Tests psychotechniques ou psychologiques : Par exemple : *RIASEC / MBTI / typologie de Holland, Transférance, inventaire des intérêts professionnels, IMADU, carte des forces, NEO-PI, tests psychométriques de la série NV7, méthode activation du développement vocation et personnel, etc.*
- Définition d'un projet professionnel.

Si cela semble plus opportun au SPIP et au prestataire, les actions suivantes peuvent également être proposées sous forme d'actions individuelles :

- Information sur les dispositifs régionaux et locaux autour du projet
- Accompagnement à la constitution de dossiers ou à la mise en relation avec les partenaires
- Information sur les partenaires emplois
- Connaissance des domaines d'activité et du bassin d'emploi
- Recherches d'offres d'emploi ou de formation adaptées au projet professionnel, ateliers TRE (curriculum vitae et lettre de motivation...)

Le PPAIP collectif :

Le PPAIP collectif recouvre un programme d'ateliers en groupe (minimum 2 personnes, maximum 6 personnes, en cas d'absence rapportant à moins de 2 personnes, l'atelier sera annulé) permettant de travailler sur des outils, méthodes ou compétences transverses utiles à la réalisation d'un projet professionnel. La liste des ateliers proposés ainsi que le calendrier annuel est arrêtée en concertation entre le prestataire et le SPIP concerné, au cours du premier mois de démarrage du marché et un mois avant la date anniversaire pour l'année N+1.

Un atelier peut durer de 2 heures minimum à 30 heures maximum, fractionné par séquence, pendant trois mois consécutifs en fonction du contenu proposé. Des interventions de professionnels extérieurs sont préconisées, en accord avec le SPIP. L'arbitrage final du nombre d'heures revient au SPIP.

Les ateliers collectifs peuvent constituer une partie du programme d'accompagnement individuel proposé à une personne et être suivis en complément d'un parcours individuel, sur proposition du prestataire et après validation du SPIP.

Les ateliers collectifs peuvent également être suivis par des personnes non inscrites dans un PPAIP individuel, à leur demande ou sur proposition d'un des partenaires de l'insertion professionnelle. Le SPIP doit toutefois valider la liste des personnes inscrites dans chaque atelier collectif (**Annexe 5 : Proposition de la liste des participants d'un atelier collectif**).

Les actions suivantes peuvent être proposées :

- Information sur le dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE)
- Information sur le dispositif d'apprentissage
- Information sur la création ou la reprise d'entreprises
- Apprentissage des techniques de recherche d'emploi
- Travail sur l'image de soi, la confiance en soi, la présentation de soi, le marketing de soi, etc...
- Organisation de forum emploi / job dating / découvertes de métiers / rencontres avec des professionnels d'un secteur d'activité
- Information sur les dispositifs régionaux et locaux autour du projet
- Accompagnement à la constitution de dossiers ou à la mise en relation avec les partenaires
- Information sur les partenaires emplois
- Information sur les dispositifs IAE
- Connaissance des domaines d'activité et du bassin d'emploi
- Recherches d'offres d'emploi ou de formation adaptées au projet professionnel
- Ateliers curriculum vitae et lettre de motivation
- Ateliers sur les savoir-être : gestion du stress, gestion de la colère, etc...
- Coaching
- Améliorer sa communication orale
- Prendre la parole en public

D'autres ateliers « à la carte » pourront être mis en place en fonction des demandes formulées par le SPIP. Dans sa réponse, le prestataire pourra également présenter toute thématique qu'il juge pertinente, il présentera de manière détaillée cinq actions (thème, objectifs, outils, déroulement, évaluations...) selon l'annexe 5 – fiche action par atelier collectif

V. Suivi de l'exécution

1. Suivi des PPSMJ

Le suivi du PPAIP incombe au titulaire. En ce sens, des mesures de traçabilité sont attendues à plusieurs niveaux. Le prestataire devra inclure dans sa réponse technique la prise en compte des supports de communication, de traçabilité et de compte rendu. Dans un souci de développement durable et lorsque cela est possible, la version dématérialisée des supports sera à privilégier.

Concernant les modalités de suivi et d'évaluation, le prestataire utilisera exclusivement les documents suivants :

- feuille d'émargement PPAIP individuel du bénéficiaire
- feuille d'émargement PPAIP collectif
- proposition de la liste des participants en atelier collectif
- bilan d'entrée dans PPAIP
- bilan de fin de parcours anticipée PPAIP
- bilan de fin de parcours PPAIP
- remontées statistiques

Ces documents pourront évoluer autant que de besoin après accord de la DISP. Toutefois, leur bon usage strict en l'état est attendu. Toute modification réalisée par la DISP sera communiquée au titulaire.

Le suivi du parcours individuel s'effectuera via une feuille d'émargement individuelle exclusivement en format papier (**voir annexe 2 – feuille d'émargement PPAIP individuel**) comprenant :

- Nom, prénom du bénéficiaire
- Date de l'entretien
- Lieu d'intervention
- Heure de début
- Durée
- Signature du bénéficiaire
- Si absence, indiquer le motif
- Nom, prénom et signature de l'intervenant
- Signature du SPIP ou de l'établissement

Le suivi du parcours collectif s'effectuera via une feuille d'émargement collectif exclusivement en format papier (**voir annexe 3 – feuille d'émargement PPAIP collectif**) comprenant :

- Le thème de l'atelier
- Nom, prénom et signature de l'intervenant
- Date de l'intervention
- Heure de début
- Durée
- Numéro de la séance
- Lieu de la séance
- Nom, prénom des bénéficiaires
- Motif en cas d'absence (si connu)
- Signature des bénéficiaires
- Signature du SPIP ou de l'établissement

Le 10 de chaque mois : les feuilles d'émargement (du 1^{er} au 31 du mois), accompagnées de la facture, de la prescription ou de la liste des participants aux ateliers collectifs, seront déposées sur la plateforme RESANA.

Une seule feuille d'émargement PPAIP individuel par bénéficiaire devra être utilisée durant le parcours d'accompagnement afin de faciliter la lecture et la traçabilité. Les feuilles d'émargement serviront à la facturation des prestations et au contrôle des prestations, conjointement aux données extraites depuis IPRO 360° le cas échéant.

À l'issu du PPAIP, le titulaire évalue la satisfaction de la PPSMJ via un questionnaire de satisfaction (voir annexe 10 – questionnaire de satisfaction).

2. Suivi avec l'entité bénéficiaire – reporting

Le 10 des mois de septembre, janvier, mars et de juin : le titulaire renvoie au SPIP et à la DISP les remontées statistiques trimestrielles

Le 20 juin de chaque année, le titulaire renvoie au SPIP et à la DISP un bilan d'activité qualitatif et quantitatif annuel.

3. Bilan et évaluation

Pour garantir le bon déroulement du dispositif dans la durée, des rencontres régulières de l'ensemble des acteurs ont lieu dans le cadre de la commission locale de l'insertion professionnelle organisée par le SPIP et l'établissement pénitentiaire. Cette instance permet de coordonner les actions des différents partenaires de l'insertion au niveau local.

Pour chaque lot, **un comité local** réunissant à minima le SPIP et la direction de l'établissement et la DISP sera organisé annuellement. Le titulaire présentera le bilan quantitatif et qualitatif annuel de son activité dédiée au PPAIP.

Pour le suivi du marché, un comité de pilotage annuel au niveau de la DISP sera mis en place. À cette occasion le ou les titulaires présenteront les bilans annuels de l'année N et les évaluations prévues pour l'année N+1.

Des comités de suivi seront organisés autant que de besoin par l'administration pénitentiaire. Le prestataire peut également être à l'initiative de la demande de réunion.

Des enquêtes de satisfaction ponctuelles pourront être effectuées par la DISP du Grand Est à destination des SPIP, des PPSMJ bénéficiaires et du titulaire.

Les établissements auront l'obligation de transmettre l'expression des besoins pour l'année N+1, qui sera revue chaque année lors d'une réunion. L'expression des besoins sera transmise au plus tard le 1^{er} décembre de l'année N.

4. Livrables

Tout au long de l'exécution du programme, le titulaire s'engage à fournir les livrables suivants :

Livrables	Échéance
Affiche de présentation du dispositif à l'attention des personnes détenues	Pendant toute la durée du marché
Fiche de présentation du dispositif à l'attention des SPIP et partenaires	Pendant toute la durée du marché
Calendrier des ateliers collectifs prévus au cours de l'année	Avant le 1 ^{er} janvier de chaque année
Bilan d'entrée dans le PPAIP : descriptif du programme prévu avec la personne bénéficiaire du programme, dont le calendrier des RDV	Cinq jours ouvrés après le premier entretien
Bilan qualitatif et quantitatif annuel d'activité	Avant le 20 juin de chaque année
Bilan final individuel/bilan de fin de parcours anticipée	5 jours après la fin de l'accompagnement individuel même en cas d'interruption
Bilan atelier collectif	10 jours après la fin de l'atelier collectif
Feuilles d'émargements individuel et collectif	Avant le 10 de chaque mois
Remontées statistiques	Le 10 des mois de septembre, janvier, mars et de juin
Questionnaire de satisfaction de la PPSMJ suivie	En fin de PPAIP

Pour rappel, le livrable concernant le suivi mensuel du dispositif sera proposée par le prestataire PPAIP. Celui-ci ne sera utilisée qu'après validation de la DISP et du SPIP.

Le mémoire technique doit comporter des modèles de bilan individuel. Les modèles de bilans proposés par le titulaire sont soumis à la validation du SPIP, avec copie à la DISP.

Le bilan du PPAIP remis au bénéficiaire ne doit pas porter le logo du ministère de la Justice afin de permettre à la personne de l'utiliser à sa sortie.

Les bilans et documents réalisés pendant l'accompagnement PPAIP en milieu fermé devront être déposés sur le dossier professionnel IPRO 360°.